



# 141<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP

Belgrade (Serbie)  
13-17 octobre 2019



Conseil directeur  
Point 6

CL/205/6a)-R.1  
1<sup>er</sup> octobre 2019

## Rapport de la Présidente

### a) Sur ses activités depuis la 204<sup>e</sup> session du Conseil directeur

Je voudrais commencer ce rapport en rappelant combien je suis honorée de servir cette organisation mondiale qui dispose de tout le potentiel pour transformer le monde. Le présent rapport d'activités n'a pas uniquement pour objet de répondre à l'obligation fondamentale de rendre compte à nos organes directeurs ; c'est aussi une occasion privilégiée d'expliquer, en toute transparence et responsabilité, l'ensemble du travail que j'ai accompli depuis la dernière Assemblée de l'UIP à Doha (Qatar).

L'Union interparlementaire mène des activités de sensibilisation, diffuse des informations et organise des séminaires, ateliers et réunions régionales sur le renforcement des capacités afin d'engager les parlements à mettre en œuvre les Objectifs de développement durable (ODD). Jamais auparavant les activités de sensibilisation et de mise en œuvre des ODD n'ont été aussi cruciales pour demander aux dirigeants mondiaux de rendre compte de leur engagement en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

C'est dans ce contexte que j'ai assisté les 2 et 4 mai au Festival mondial d'action pour le développement durable à Bonn (Allemagne), un événement annuel novateur organisé par la Campagne d'action de l'ONU en faveur des ODD avec le soutien du Ministère fédéral allemand du développement économique et de la coopération, le Ministère fédéral allemand des affaires étrangères et d'autres partenaires. J'ai pris la parole lors d'une réunion en plénière, j'ai donné plusieurs interviews aux médias locaux et j'ai participé aux ateliers de tous les événements afin de présenter l'action de l'UIP et de faire connaître les pratiques exemplaires recensées dans plusieurs parlements nationaux.

Partant de l'hypothèse que les ODD ne pourront être atteints que si chacun fait sa part, le Festival a mis en lumière et célébré les innovateurs, les mobilisateurs et les artisans du changement qui se joignent à la dynamique mondiale en faveur des ODD. Avec plus de 1 500 participants venus du monde entier et issus d'un large éventail de secteurs (gouvernements nationaux et locaux, jeunes, société civile, secteur privé, fondations, médias et musique), le Festival mondial d'action a été l'occasion de renforcer et d'élargir la dynamique mondiale en faveur des ODD et de forger de nouveaux partenariats et coalitions en vue de leur réalisation. L'édition de cette année s'est concentrée sur la feuille de route menant à différentes étapes clés, telles que le Forum politique de haut niveau des Nations Unies pour le développement durable de 2019, où les ODD devaient être au cœur des discussions entre chefs d'État.

Compte tenu de l'importance d'accroître les efforts sur les ODD, je me suis rendue les 27 et 28 mai 2019 à Oulan-Bator (Mongolie) pour assister au deuxième séminaire régional sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable pour les Parlements de la région Asie-Pacifique, organisé conjointement par le Grand Khoural d'État de Mongolie et l'UIP. Les participants ont fait fond sur les conclusions des précédents sommets régionaux et ont salué l'engagement actif de l'ensemble d'entre eux ainsi que la riche contribution des parlementaires, des représentants gouvernementaux, des experts de l'ONU, de l'UIP et de la société civile.

Pendant le séminaire, plusieurs réunions-débats ont été organisées en plénière avec divers experts. Ces réunions-débats ont été suivies de tables rondes spécialisées. L'objectif général du séminaire était d'amener les parlements de la région Asie-Pacifique à mettre en commun leurs expériences et de mener des discussions approfondies sur les moyens les plus efficaces d'institutionnaliser les ODD et de ne laisser personne de côté. Le séminaire a permis aux participants de découvrir les bonnes pratiques qui permettent d'élaborer des stratégies parlementaires efficaces pour la mise en œuvre des ODD.

Après la cérémonie d'ouverture, j'ai participé à une réunion de tous les Présidents de parlement et chefs de délégation aux côtés du Président de la Mongolie, M. B. Khaltmaagiyn. J'ai également eu des échanges intéressants lors de réunions bilatérales de haut niveau avec le Président du Grand Khoural d'État de Mongolie, M. G. Zandanshatar, le Premier Ministre, M. U. Khürelsükh, et encore une fois avec le Président de la Mongolie, M. B. Khaltmaagiyn. Je tiens à exprimer ma gratitude aux autorités parlementaires et gouvernementales de la Mongolie pour leur accueil chaleureux.

Le 2 juin 2019, j'ai assisté à la célébration organisée par l'Assemblée nationale hongroise à l'occasion du 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP. La Hongrie, premier pays d'Europe centrale à avoir accueilli une conférence de l'UIP en 1896, puis en 1936 et enfin en 1989, a publié un excellent historique de l'UIP.

Je remercie le Ministre hongrois des affaires étrangères, M. P. Szijjártó, et le Président de l'Assemblée nationale, M. L. Kövér, de m'avoir donné l'occasion d'échanger avec eux sur le renforcement de la collaboration avec l'UIP. Nous avons également discuté de solutions permettant de rendre les parlements plus proches du peuple et plus efficaces afin de restaurer la confiance des citoyens. J'ai aussi eu l'occasion de rencontrer le Groupe national hongrois de l'UIP et ai eu des échanges intéressants avec des commissions et des autorités qui travaillent en étroite collaboration sur des questions humanitaires et l'égalité des sexes.

Je félicite la Hongrie d'avoir organisé, en tant que membre fondateur de l'UIP, la première commémoration du 130<sup>e</sup> anniversaire de l'Organisation. Je remercie également les autorités de nous avoir donné l'occasion de renouveler notre engagement envers la démocratie et les droits de l'homme.

La Conférence 2019 sur le thème "Les femmes donnent la vie" s'est tenue du 3 au 6 juin 2019 à Vancouver (Canada). Organisée tous les trois ans, cette conférence réunit de représentants de haut niveau issus d'une multitude de secteurs et de cultures et travaillant sur un large éventail de questions. Elle est présentée comme un lieu de ressourcement d'où les organisations et les personnes repartent revigorées, informées, connectées et décidées à sortir des sentiers battus. La conférence a réuni un total de 5 759 participants de 169 pays et des représentants de quelque 2 500 organisations.

Le 5 juin 2019, la parlementaire mongole U. Agvaanluvsan a assisté en mon nom au Forum parlementaire organisé à l'occasion de la Conférence "Les femmes donnent la vie". Elle a évoqué l'importance de la transparence budgétaire pour lutter contre la corruption, soulignant qu'une société civile active est indispensable pour veiller au respect de l'obligation de rendre compte et que la budgétisation intelligente est essentielle pour atteindre les ODD.

La commémoration en Hongrie a été suivie du Séminaire régional sur la réalisation des Objectifs de développement durable, qui s'est tenu les 5 et 6 juin à Lisbonne (Portugal). Ce séminaire a été l'occasion de renforcer les relations parlementaires et de réaffirmer l'engagement en faveur des ODD. Le séminaire s'est principalement concentré sur l'ODD 3 : Bonne santé et bien-être. Cette question revêt une importance vitale étant donné l'urbanisation rapide survenue dans le monde ces 50 dernières années. D'après les projections, 68 pour cent de la population mondiale vivra en ville en

2050, ce qui constituera un nouveau défi sanitaire et environnemental. J'ai participé aux séances d'ouverture et de clôture et j'ai eu des entretiens avec le Président du Groupe des Douze Plus, M. D. Pacheco, ainsi qu'avec le Président du Parlement portugais, M. E.F. Rodrigues. Nous avons reconnu l'importance de promouvoir l'industrie, l'innovation et les infrastructures et d'investir dans les énergies renouvelables, les transports collectifs et la santé.

Pendant cinq ans, l'UIP a tenté de dépêcher en Turquie une mission pour rencontrer les autorités parlementaires et gouvernementales, la société civile et divers acteurs potentiels et discuter des plaintes dont est saisi le Comité des droits de l'homme des parlementaires.

Une délégation composée de membres du Comité exécutif et du Comité des droits de l'homme des parlementaires s'est rendue en mission en Turquie afin de recueillir davantage d'informations et de mieux comprendre la situation politique et sécuritaire du pays. Pendant quatre jours, nous avons travaillé dans la capitale, Ankara, dans le sud-est du pays, à Diyarbakir et à Istanbul. La délégation de l'UIP a eu de nombreuses réunions, notamment avec : le Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, M. M. Şentop et tous les partis politiques représentés au Parlement, des représentants du Ministère de la justice, de la Cour constitutionnelle et d'organisations de la société civile ainsi que des gouverneurs et des maires. Le rapport de mission sera présenté à la délégation turque auprès de l'UIP, puis lors de nos travaux en Serbie. Il sera également examiné par le Comité exécutif, le Comité des droits de l'homme des parlementaires et à l'Assemblée.

En plus de ce programme intense, nous avons présenté à nos interlocuteurs le guide à l'usage des parlementaires intitulé "Guide pour la protection internationale des réfugiés et le renforcement des systèmes d'asile nationaux", la Turquie étant actuellement le pays avec le plus grand nombre de réfugiés au monde.

Je remercie le Président de la Grande Assemblée nationale, M. M. Şentop, et M. R. Kavakçı Kan pour leur esprit d'ouverture et pour avoir invité l'UIP à se rendre en Turquie.

Le 11 juin 2019, M. G. Temuulen, parlementaire de Mongolie, et M. F. Fouty, parlementaire du Gabon et membre du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP, se sont rendus au Sénégal et en Gambie pour représenter l'UIP dans le cadre d'une mission de quatre jours organisée par la Banque mondiale. Ils ont pu constater l'impact des projets du Groupe de la Banque mondiale sur le terrain et ont pris connaissance des progrès accomplis par le Sénégal et la Gambie en matière de développement. La visite de terrain a permis aux parlementaires et aux représentants des organisations de la société civile d'obtenir des informations de première main sur la façon dont les projets de développement sont mis en œuvre et aussi de mieux comprendre le contexte du développement dans ces pays, grâce à des séances d'information et à la collaboration avec les collectivités locales, les parties prenantes et des représentants gouvernementaux.

Du 19 au 21 juin 2019, M. J.I. Echániz, parlementaire espagnol et Président de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale, a représenté l'UIP à la réunion sur le lien entre la sécurité et les mouvements de population organisée en Turquie par l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée. La réunion visait à analyser, d'un point de vue législatif, les mouvements actuels de population dans la région et dans le reste du monde et leurs implications à long terme en matière de sécurité, et aussi à réfléchir à de possibles mesures. Notre réflexion a été nourrie par l'expérience d'autres régions du monde en lien avec ces mouvements. Les échanges d'idées que nous avons eus nous ont permis de mener une réflexion collective.

M. D. Pacheco, parlementaire du Portugal et Président du Groupe des Douze Plus, a représenté l'UIP à la 26<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Assemblée interparlementaire sur l'orthodoxie, qui s'est tenue du 19 au 23 juin 2019 à Tbilissi (Géorgie) sous le thème "La contribution du parlementarisme à la compréhension des phénomènes politiques et sociaux modernes". Les débats de l'Assemblée se sont concentrés sur les incertitudes auxquelles les citoyens sont aujourd'hui confrontés en raison des changements technologiques et de la mondialisation des échanges. Ils visaient à mieux comprendre les modifications de l'ordre politique et social induites par ces phénomènes. Les modèles démocratiques de gouvernance risquent en effet de se heurter à des difficultés, notamment en ce qui concerne leur capacité à faire face aux problèmes actuels et à apporter des solutions. Malheureusement, des problèmes politiques ont interféré et la rencontre a dû être suspendue.

J'ai été invitée par le Majles Shoraye Eslami (Parlement islamique d'Iran) à me rendre du 22 au 24 juin 2019 en Iran, où j'ai pris part à plusieurs rencontres de haut niveau. J'ai eu des réunions de travail avec le Président iranien, M. H. Rouhani, le Ministre des affaires étrangères, M. J. Zarif, le Président du Parlement, M. AA. Larijani, avec mes collègues parlementaires membres du Groupe interparlementaire iranien et un groupe de femmes parlementaires. Lors de ces réunions, nous avons cherché à promouvoir la coopération entre les parlements pour trouver des solutions aux problèmes auxquels le monde est aujourd'hui confronté : l'unilatéralisme et les violations du droit international. L'UIP a été fondée il y a 130 ans pour encourager le dialogue parlementaire en tant qu'outil au service de la paix. Il est aujourd'hui de notre devoir de promouvoir le multilatéralisme comme la meilleure solution pour résoudre les défis régionaux et mondiaux.

Dans le prolongement des célébrations de l'UIP, j'ai eu le grand honneur de me rendre à Chypre. J'y ai prononcé une allocution devant la Vouli Antiprosopon (Chambre des représentants) réunie en plénière le 28 juin 2019. J'ai souligné la nécessité de célébrer le 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP et de promouvoir la coopération internationale en tant que source de bien-être, de paix et de croissance économique pour les citoyens. L'UIP a renouvelé son engagement envers les citoyens que ses Membres représentent par le respect de la démocratie, des droits de l'homme et du droit international. Ce déplacement a été l'occasion de réfléchir à la conception d'institutions publiques inclusives, transparentes et efficaces, comme celle que le Parlement chypriote est en train de mettre en place : le parlement parallèle.

Ce fut un grand honneur pour moi d'avoir eu un dialogue ouvert, constructif et productif avec le Président chypriote, M. N. Anastasiades, le Ministre des affaires étrangères, M. N. Christodoulides, Mgr Chrysostome II, et en particulier le Président de la Chambre des représentants, M. D. Syllouris.

Lors de la réunion du Quintette qui s'est tenue le 30 juin 2019 au Siège de l'UIP, à Genève, l'Organisation a célébré son 130<sup>e</sup> anniversaire ainsi que la Journée internationale du parlementarisme. Je voudrais exprimer ma gratitude envers Mme V. Matvienko, Présidente du Conseil de la Fédération de Russie, M. A. Al Mahmoud, Président du Conseil de la choura du Qatar, et Mme M. Gojković, Présidente de l'Assemblée nationale de Serbie, pour leurs contributions. La réunion du Quintette a été l'occasion de réfléchir aux réalisations de l'UIP, en particulier à un moment où le multilatéralisme est plus que jamais remis en question.

En tant qu'organisation politique multilatérale la plus ancienne au monde, il est du devoir de l'UIP de redéfinir ce que nous attendons du multilatéralisme et de le mettre au service de tous ceux que nous représentons. Il est indéniable que la gouvernance au XXI<sup>e</sup> siècle exige la mise en place de solutions plus énergiques et d'institutions innovantes. Aujourd'hui, 130 ans après sa création, l'UIP et les parlementaires qui la composent sont bien placés pour montrer la voie en redéfinissant le multilatéralisme pour le bien de tous.

Immédiatement après la réunion du Quintette, je me suis rendue à Moscou du 30 juin au 3 juillet 2019 pour prononcer une allocution devant le Forum international sur le développement du parlementarisme international. Nous avons discuté des problèmes interdépendants auxquels nous sommes confrontés dans nos pays et partagé nos expériences sur la façon dont nous essayons de les résoudre. Le dialogue – qui recherche la coopération et les échanges positifs – est un élément indispensable de la diplomatie parlementaire.

L'UIP doit placer les citoyens au centre de ses décisions. Il est de notre devoir de concrétiser les engagements internationaux au niveau local. La gouvernance d'aujourd'hui exige des parlementaires qu'ils soient plus actifs, et réclame aussi des réponses plus rapides aux problèmes des citoyens.

Les 10 et 11 juillet, j'ai assisté à Nairobi (Kenya) à la Conférence régionale africaine de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent propice au terrorisme. Les questions examinées ont porté sur le terrorisme ainsi que sur les accords, du point de vue parlementaire, relatifs à la mise en œuvre des mesures destinées à réduire la violence dans cette région et dans le reste du monde.

Du 12 au 18 juillet, en tant que Présidente de l'Union interparlementaire, j'ai participé à la réunion de l'ONU "Examen de la mise en œuvre des ODD et des corrélations entre les Objectifs : discussion sur l'ODD 16 – Paix, justice et institutions efficaces" organisée dans le cadre du Forum politique de haut niveau des Nations Unies tenu à New York. Il a été noté lors de la réunion que les femmes représentent la moitié de la population mondiale mais ne détiennent que 24 pour cent des sièges au

parlement. Il est évident que des solutions doivent être trouvées de toute urgence pour corriger ce déséquilibre. Lors d'une réunion avec Mme P. Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes, nous avons convenu d'une série de mesures importantes que l'UIP doit mener avec les parlements nationaux pour qu'ils légifèrent en vue d'éliminer les lois discriminatoires à l'égard des femmes. Nous devons œuvrer en vue d'obtenir une représentation équitable. Ce n'est qu'alors que nous pourrions parler de parlements démocratiques, représentatifs et inclusifs.

Ce fut une semaine fort intéressante, car la réunion parlementaire de l'UIP tenue pendant le Forum politique de haut niveau a évolué, après trois ans, en une réunion spéciale d'une demi-journée prenant la forme d'un forum parlementaire. Il s'agit là d'une évolution importante car de plus en plus de parlementaires font partie des délégations nationales, nos collègues sont de plus en plus impliqués dans la mise en œuvre nationale du programme de développement et le contrôle parlementaire est une pratique de plus en plus courante au niveau international. Le forum comportait deux tables rondes : l'une sur le thème principal du Forum politique de haut niveau, axée sur l'Objectif 16 (Paix, justice et institutions efficaces), et l'autre sur l'action parlementaire en faveur des ODD autour d'un récent rapport d'enquête de l'UIP. Profitant de cette forte présence parlementaire à l'ONU, nous avons organisé dans le hall des visiteurs une réception pour célébrer le 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP. Cette manifestation a attiré un grand nombre de participants.

J'ai également eu l'occasion de m'entretenir avec la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Mme A. Mohammed. Nous avons discuté de l'engagement de l'UIP vis-à-vis du Programme 2030 et de la nécessité de renforcer la présence des femmes au parlement. Les possibilités de collaboration avec l'ONU sont nombreuses.

Du 5 au 8 août, j'ai assisté en tant qu'invitée d'honneur à la 10<sup>e</sup> Conférence des Présidents des parlements africains, sous le thème "Trouver des solutions durables aux migrations forcées en vue d'accélérer l'intégration et le développement en Afrique : le rôle des parlements nationaux et régionaux". En tant que Présidente de l'UIP, je serai toujours très reconnaissante envers l'Afrique pour son soutien inestimable et son engagement à collaborer à la mise en œuvre du Programme 2030, lequel vise une plus grande inclusion et une meilleure qualité de vie pour les citoyens que nous représentons, notamment dans les pays en développement.

Du 24 au 26 août, M. D. Pacheco, membre de l'Assemblée de la République portugaise, a assisté, au nom de la Présidence de l'UIP, au cinquième Forum parlementaire Asie-Pacifique à Nadi (Fidji). Le forum était placé sous le thème "Changements climatiques et santé" car les populations de cette région sont touchées par ce phénomène. La rencontre s'est achevée avec l'adoption d'une déclaration finale dans laquelle les 20 pays participants se sont engagés à lutter contre cette menace.

Le 3 septembre, j'ai été invitée à présider la séance d'ouverture de la Conférence internationale de haut niveau intitulée "Lutter contre le terrorisme par des approches novatrices et l'utilisation des technologies nouvelles et émergentes". La conférence, qui s'est tenue à Minsk (Biélorus), était organisée par le Gouvernement de la République du Biélorus et le Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme. Ce fut un grand honneur pour moi de présider une séance plénière aussi importante à laquelle ont assisté le Président du Biélorus, M. A. Loukachenko, le Secrétaire général adjoint de l'ONU, M. V. Voronkov, et d'autres personnalités de premier plan.

Cette manifestation a rassemblé des représentants des États membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). La conférence s'est concentrée sur les trois thèmes suivants : "La nature de la menace : l'utilisation malveillante des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle par les terroristes" ; "Utiliser les nouvelles technologies de façon novatrice pour renforcer les capacités de détection" ; "Élaborer des approches et des stratégies nationales, régionales et internationales pour lutter contre l'utilisation malveillante des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle par les terroristes".

Je tiens à remercier le parlementaire iraquien M. al-Karbouli et le sénateur pakistanais A.R. Malik d'avoir rejoint la délégation de l'UIP. Au cours de notre visite à Minsk, nous avons rencontré les Présidents des deux chambres de l'Assemblée nationale du Biélorus : M. V. Andreichenko (Chambre des représentants) et M. M. Myasnikovich (Conseil de la République). Nous avons également eu un échange intéressant avec le ministre des Affaires étrangères, M. V. Makei.

Les 5 et 6 septembre, j'ai participé à Bali (Indonésie) au troisième Forum parlementaire mondial sur le développement durable, autour du thème "Combattre les inégalités par l'inclusion sociale et financière". Nous avons discuté de l'inclusion financière en tant qu'outil important pour parvenir à l'égalité. La promotion de l'égalité doit être une priorité pour nos parlements et nos gouvernements. S'engager en faveur de la paix signifie aussi travailler sur les questions d'inclusion et de justice sociale. J'ai remercié les parlementaires indonésiens d'avoir organisé ce dialogue enrichissant et d'avoir permis des échanges fructueux avec les collègues présents au forum. La création de plateformes de communication parlementaire est une excellente stratégie pour unir différents pays et régions autour de solutions communes.

Avant de participer à la sixième Conférence des jeunes parlementaires de l'UIP à Asunción (Paraguay) les 9 et 10 septembre, j'ai rencontré le 7 septembre dans cette même ville la délégation chinoise. La réunion a été très productive en ce sens qu'elle a permis d'établir une collaboration plus étroite entre la Chine et l'UIP. Dans le même temps, nous avons clairement exprimé la position de l'UIP, à savoir qu'elle ne reconnaît qu'une seule Chine. Lors de la conférence, nous avons travaillé de concert pour trouver des solutions pour les jeunes et nous avons passé en revue les nouvelles lois et politiques à travers le monde basées sur l'indicateur de bonheur et de bien-être, lequel se révèle très efficace pour atteindre les objectifs du Programme 2030. Les activités ont été nombreuses : cérémonie d'ouverture, réunion sur le programme de mentorat, conférence de presse et nombreuses interviews pour les médias nationaux. Les autorités paraguayennes et le Président du Sénat, M. B.A. Llano Ramos, ont déployé de grands efforts pour rendre possible cette conférence. C'était la première fois que le Paraguay accueillait une réunion de l'UIP. Je félicite chaleureusement les autorités du pays pour le succès de cette manifestation.

Le 13 septembre, sur invitation du Conseil mondial pour la tolérance et la paix, j'ai participé à New York à une table ronde sur le thème "Bonnes pratiques pour la promotion de la tolérance dans le monde". Les objectifs du débat étaient les suivants : sensibiliser à la nécessité de bâtir des sociétés inclusives et tolérantes ; discuter des défis de la coopération internationale lorsqu'il s'agit de promouvoir les valeurs de tolérance et d'acceptation d'autrui entre communautés ; examiner les possibilités de mener une action mondiale, coordonnée et dynamique contre les propos haineux, le sectarisme racial et religieux et la discrimination ; souligner l'importance des médias, des technologies de l'information et de la communication et des établissements d'enseignement dans ce domaine ; et encourager les échanges de bonnes pratiques et de mécanismes novateurs pour instaurer la paix sociale aux niveaux national, régional et international.

Le même jour, j'ai été invitée par la Présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies, Mme M. Fernanda Espinosa, à prendre part à une table ronde sur le thème "La culture de la paix : autonomiser et transformer l'humanité". J'ai rappelé dans mon propos la grande responsabilité qui nous incombe, en tant que parlementaires, dans l'édification d'une culture de paix.

Du 17 au 20 septembre, j'ai participé à plusieurs réunions à Washington. Je voudrais exprimer ma gratitude à la sénatrice S. Kihika, Présidente du Forum des femmes parlementaires de l'UIP, qui a également participé à ces réunions et manifestations.

Le 19 septembre, j'ai participé avec la parlementaire islandaise de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), Mme S. Ævarsdóttir, et la sénatrice S. Kihika à un petit-déjeuner de travail sur la violence à l'égard des femmes politiques. Cet événement a été organisé conjointement par le Bureau de l'UIP à New York et la League of Women Voters, basée aux États-Unis. Plusieurs congressistes américaines ont pris la parole lors de l'événement, lequel avait reçu le parrainage du Congrès de la part des représentants suivants : Mme J. Speier (démocrates, Californie), M. D. Kildee (démocrates, Michigan) et Mme D. Lesko (républicains, Arizona). Mme J. Speier et Mme D. Lesko président toutes deux le groupe de femmes parlementaires de leur parti. M. D. Kildee est un ami de l'UIP. La représentante B. Lee (démocrates, Californie), conseillère auprès du Groupe consultatif de l'UIP sur la santé, a prononcé l'allocution d'ouverture. Les représentantes B. Watson Coleman (démocrates, New Jersey) et D. Lesko ont toutes deux pris la parole lors de la rencontre, à laquelle ont assisté nombre d'assistants de plusieurs parlementaires américains et de nombreuses représentantes de sections de la League of Women Voters de différents États du pays. La rencontre était animée par la correspondante de Reuters, Mme G. Gibson.

Le 19 septembre également, la Commission Tom Lantos des droits de l'homme et le Partenariat pour la démocratie de la Chambre des représentants ont organisé conjointement une séance d'information de haut niveau sur le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP. Les co-Présidents des deux organisations, les représentants J. McGovern (démocrates, Massachusetts) et D. Price (démocrates, Caroline du Nord) ont ouvert la réunion. La sénatrice S. Kihika a lu une déclaration de la Vice-Présidente du Comité, la parlementaire vénézuélienne D. Solórzano, qui n'avait pu se rendre à la réunion. Des exposés ont été présentés par le parlementaire turc H. Ozsoy et M. V. de Lima, frère de la sénatrice philippine détenue L. de Lima. S'en est suivi une riche discussion animée par la correspondante internationale de Reuters M. Milliken.

Les réunions tenues par la suite nous ont permis de communiquer des informations sur l'UIP et de rechercher parmi les collègues aux États-Unis des parlementaires intéressés pour travailler avec nous. Nous avons rencontré les sénateurs T. Young (républicains, Indiana), B. Cassidy (républicains, Louisiane) et B. Cardin (démocrates, Maryland) ainsi que les représentants J. Speier, F. Rooney (républicains, Floride), D. Shalala (démocrates, Floride) et L. Cheney (républicains, Wyoming).

Le 20 septembre, j'ai été invitée par l'Institut du Mexique à Washington à participer à un petit-déjeuner de travail sur le multilatéralisme et la coopération. Nous vivons à une époque où certains pays violent les conventions internationales et se retirent des accords multilatéraux pour satisfaire leurs intérêts qu'ils défendent en imposant aux autres pays des mesures d'intimidation. La coopération multilatérale est nécessaire pour faire avancer la paix et le développement dans le monde. Assurer un multilatéralisme inclusif est essentiel pour relever les défis mondiaux et progresser dans le maintien de la paix et de la sécurité, la protection des droits de l'homme et la promotion et la réalisation des ODD.

La 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies s'est ouverte le 17 septembre à New York. J'ai eu l'honneur d'être invitée à participer à la réunion "Intergenerational Town Hall: Young Leaders Engage with World Leaders" organisée dans le cadre du Sommet de la jeunesse pour le climat de l'ONU qui s'est tenu le 21 septembre. La rencontre était présidée par des dirigeants de haut niveau de l'Organisation et des représentants gouvernementaux et de la société civile. Plusieurs jeunes leaders engagés dans l'action climatique ont ainsi présenté leurs solutions à l'ONU et dialogué de façon constructive avec les décideurs sur cette question déterminante de notre époque.

Le 22 septembre, j'ai été invitée, avec la sénatrice S. Kihika, à participer au petit-déjeuner de travail sur les mécanismes de responsabilisation du Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (PMNCH). Le lendemain s'est tenue la réunion de haut niveau des Nations Unies sur le thème "Couverture sanitaire universelle : œuvrer ensemble pour un monde en meilleure santé", en présence d'une importante délégation de l'UIP. Cette réunion a constitué un plaidoyer en faveur d'une plus grande responsabilisation des femmes, des enfants et des adolescents, un aspect indispensable de l'instauration de la couverture sanitaire universelle et de la réalisation des ODD. Ponctuées de divers exposés interactifs et interventions, les discussions ont permis de passer en revue les progrès accomplis et de faire le point sur les outils et orientations à mettre en œuvre pour renforcer la responsabilisation.

Le lendemain, toujours à New York, j'ai assisté à la réunion de haut niveau de l'ONU sur la couverture sanitaire universelle organisée dans le cadre de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies. L'honneur m'ayant été fait d'y prendre la parole en tant que Présidente de l'UIP, j'ai rappelé l'importance d'assurer un véritable accès universel à la santé en tant que droit fondamental. J'ai présenté le travail de l'UIP et ai indiqué que nous avons préparé une résolution sur l'accès universel à la santé qui devait être adoptée par les parlements du monde. Tout l'enjeu sera d'obtenir un consensus et de mettre en œuvre l'ensemble des recommandations. Notre principal objectif est de faire en sorte que chacun – enfants compris – ait accès gratuitement aux soins et puisse jouir du droit fondamental à la santé.

Le 24 septembre, j'ai assisté, avec la sénatrice S. Kihika, à la réunion-débat de l'organisation RISE sur la violence sexuelle. Les participants ont été invités à réfléchir – sur la base de témoignages – à l'importance d'agir pour éliminer ce type de violence.

J'ai également assisté à l'ouverture de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui a été suivie d'un déjeuner offert par le Secrétaire général de l'ONU auquel étaient conviés tous les chefs de délégation. Ce déjeuner a été l'occasion d'échanger sur la collaboration avec les institutions des Nations Unies et les gouvernements nationaux.

J'ai ensuite assisté à la réception offerte par la délégation de l'Union européenne, où j'ai eu l'honneur de rencontrer le Premier ministre belge et Président élu du Conseil de l'Europe, M. C. Michel. Nous avons discuté de la nécessité d'examiner la question des sanctions envers les parlementaires, qui nous empêchent de représenter adéquatement les citoyens via la diplomatie parlementaire. Ces sanctions ralentissent également le développement des relations avec les pays de l'Union européenne sur le plan de la diplomatie parlementaire. J'ai donc demandé à M. Michel s'il pouvait recevoir une délégation de l'UIP pour discuter de cette question.

Le 25 septembre, la sénatrice S. Kihika et moi-même avons eu une réunion bilatérale avec le Président turc, M. R.T. Erdoğan. Nous avons évoqué les difficultés auxquelles la Turquie et l'Amérique centrale sont confrontées concernant l'aide aux réfugiés et aux immigrants.

Par ailleurs, le 25 septembre, à l'occasion des Dialogues des dirigeants du Forum politique de haut niveau des Nations Unies pour le développement durable organisés pendant la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale, j'ai pris la parole lors du quatrième Dialogue sur le thème "Comment adapter les Objectifs de développement durable aux réalités locales". L'accent a été mis sur les questions clés ainsi que sur les recommandations sur lesquelles les dirigeants mondiaux devraient concentrer leurs efforts à l'approche de la décennie de mise en œuvre du Programme 2030. Les gouvernements locaux et régionaux doivent se mobiliser pour mieux faire connaître le Programme 2030. Nous devons nous engager à créer de la croissance et de l'emploi via le développement local et les stratégies budgétaires. Il est également essentiel de promouvoir l'inclusion des femmes et des jeunes et de coordonner activement les partenariats avec l'ensemble des parties prenantes.

Nous avons également organisé le 25 un déjeuner avec les parlementaires présents à l'ouverture de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies. La sénatrice S. Kihika et moi-même avons ensuite participé à la rencontre "Championnes de Génération Égalité – Femmes leaders à travers le monde" organisée par ONU Femmes et le Conseil des femmes leaders dans le monde. J'y ai parlé du Forum des femmes parlementaires de l'UIP, des projets que nous menons sur la question du renforcement des capacités et de la nécessité urgente d'instaurer des quotas par sexe pour assurer une véritable représentation sociale dans nos démocraties. En outre, nous avons discuté des événements que nous prévoyons d'organiser avec ONU Femmes pour Beijing+25. Enfin, j'ai fait part de mes inquiétudes sur la question de la violence sexiste et ai présenté le travail mené par l'UIP dans ce domaine.

Le 26 septembre, j'ai eu l'honneur de rencontrer le Président de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. T. Muhammad-Bande. Nous croyons tous les deux que le multilatéralisme et l'éducation sont les outils les plus puissants dont nous disposons pour transformer le monde.

Le 27 septembre, j'ai rencontré le Secrétaire général adjoint du Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme, M. V. Voronkov, et la Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Genève, Mme T. Valovaya. Le lendemain, j'ai eu une réunion de travail avec la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Mme P. Mlambo-Ngcuka, pour discuter de questions en rapport avec les travaux menés par l'UIP sur la question de la représentation des femmes.

Pendant que je participais à la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. J.C. Mahía, parlementaire uruguayen, a participé au nom de la présidence de l'UIP à la réunion régionale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui s'est tenue à Montevideo (Uruguay) du 30 septembre au 2 octobre 2019.

Mme M. Mensah-Williams, Présidente du Conseil national de la Namibie, a assisté à la quatrième réunion des Présidents de parlement des pays eurasiens, qui s'est tenue les 23 et 24 septembre à Nour-Soultan (Kazakhstan). La réunion était placée sous le thème "Grande Eurasie : Dialogue. Confiance. Partenariat." L'accent a été mis sur la diplomatie parlementaire en tant que mécanisme important dans le développement de la coopération multilatérale. Mme M. Mensah-Williams a souligné l'importance accordée par l'UIP à la prise de décision inclusive. Elle a également rappelé que la mission de l'UIP était de faire en sorte que les parlements soient pleinement représentatifs de la société.

Le 1<sup>er</sup> octobre, j'ai été invitée à présider la cérémonie d'investiture des capitaines-régents à Saint-Marin. Cela a été un honneur pour moi de prendre la parole lors de cette ancienne et très importante cérémonie institutionnelle et d'avoir été décorée de l'Ordre de Sainte-Agathe de la République de Saint-Marin.

À l'invitation du Conseil national de la Fédération des Émirats arabes unis, Mme S. Kihika, parlementaire kényane et Présidente du Forum des femmes parlementaires, assistera à la cérémonie et au séminaire organisés à l'occasion du lancement de la Charte arabe des droits des femmes. Cette manifestation se tiendra à Abou Dhabi les 7 et 8 octobre. Elle est organisée par le Conseil national de la Fédération des Émirats arabes unis, en coordination avec le Parlement arabe, l'organe législatif de la Ligue arabe. La Charte arabe des droits des femmes est le premier texte législatif adopté par le Parlement arabe sur la question des femmes.

Au moment de la rédaction du présent rapport, j'ai prévu un déplacement du 7 au 11 octobre à Genève pour assister à la 70<sup>e</sup> session du Comité exécutif du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Le débat général portera sur les questions en lien avec l'apatridie. Les délégations devraient présenter les mesures qu'elles comptent prendre pour mettre fin à l'apatridie d'ici 2024.

Pendant mon déplacement à Genève, j'assisterai à la réunion du Comité de pilotage de la Conférence parlementaire sur l'OMC. La réunion sera co-présidée par Mme M. Mensah-Williams. Lors de mon séjour, j'ai également prévu de rencontrer le Directeur général de l'OMC, M. R. Azevêdo ; le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, M. F. Grandi ; et le Représentant permanent de la Nouvelle-Zélande auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, S.E. M.D. Walker.